

3337 Les politiciens et les bureaucrates syndicaux lancent des grèves partielles

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 374

JEUDI 8 OCTOBRE 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

pour tenter
de dévier
et de lasser
la colère populaire

Veille de révolution ?

Nous sommes en 1788 à déclaré Mendes-France, au Congrès Radical, et un autre leader radical a parlé de « nuit du 4 Août ». Ainsi s'expriment les représentants de la mince couche clairvoyante de la bourgeoisie qui accepteait un aménagement de ses priviléges pour sauver l'essentiel du système.

Le régime est à bout de souffle : les crises gouvernementales se succèdent, une crise financière et économique, mille fois camouflée mais toujours plus évidente rend illusoires toutes les réformes et les réplâtrages, la lassitude et le découragement ouvriers ont fait place à la colère et à la volonté de combattre.

Et les luttes ouvrières que nous annonçons, ce sur quoi que nous voyions venir, il y a un an déjà (les Edits du Libertaire en font foi), mais on nous accusait alors du bluff et de fantaisie), se dressant devant la marche vers la fascisation du régime, cette réaction de la classe ouvrière non seulement ont laissé les sceptiques et les défaitistes tout déconfits, mais ont fait pressentir aux acteurs du drame social dont le prologue vient de se jouer, ce dénouement gigantesque : la Révolution.

D'une part, la Bourgeoisie a tremblé, malgré ses airs de fausse assurance, et tremble encore : non seulement les Mirabeau d'aujourd'hui, les Mendes-France et autres Francs-Maçons dont la tâche consiste, en vain, à tenter d'éviter le pire, mais aussi les réactionnaires bon teint qui s'alarment et les autruches radicales à la Herriot qui savent ce qui menace mais qui n'ont pas le courage de voir la situation en face. La C.G.C. (Confédération Générale des Cadres) avouait, dans un communiqué du 24 septembre, avant la réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives, que se développerait faute d'arbitrage, « une situation chaque jour de plus en plus révolutionnaire ».

Que la C.G.C. ne se fasse pas d'illusions : avec ou sans arbitrage, se créent des conditions qui mettent le pays, selon l'expression de cette même C.G.C., « devant des conflits sociaux généralisés d'une portée exceptionnelle ». On comprend que ce n'est pas sans raison que la C.G.C. « admette les pouvoirs publics, les organisations patronales et ouvrières de concilier les nécessités humaines et les conditions économiques ».

D'autre part, le Proletariat, mal informé, trahi, prend peu à peu conscience de l'enjeu de la lutte. Même lorsque le mot « Révolution » n'est pas prononcé, on sent « qu'il faut que ça change », que ce ne sont plus les grèves partielles ou purement corporatives qui auront raison du patronat et de l'Etat, que les projets de gouvernement « centre-gauche » avec Mendes-France et Guy Mollet ne sont que des nuées et que d'ailleurs un tel gouvernement de « Front Démocratique et Social » nouveau Front Populaire, nouvelle duperie, ne pourraient rien résoudre, que c'est le régime lui-même qui est en cause et que l'issue ne peut être qu'en son remplacement par une situation gérée par les travailleurs.

Oui, la Révolution est en marche.

Personne ne peut lui assigner une date, mais elle est inscrite dans le pourrissement du régime.

(Suite page 2, col. 1.)

Les travailleurs, eux, ont compris : seule la grève générale peut donner la victoire

La classe ouvrière est sortie des grèves d'août sans être vaincue, avec toute sa force, toute sa résolution. Mais aujourd'hui, ce sont ses soi-disants « défenseurs » qui tentent de l'abattre, en la jetant dans des combats sans perspectives, sans autre espoir que la lassitude.

Alors qu'il est possible, plus que jamais, de préparer l'offensive, au lieu d'exiger, on mendie. Et les bureaucrates de la C.G.T., après ceux de F.O. et de la C.F.T.C., en sont à crier victoire parce que la Commission Supérieure des Conventions collectives a fixé le minimum garanti à 23.000 fr.! On a pu voir l'*Humanité* — serait-ce sur ordre

du Kremlin empressé à faire figure de partenaires rassurant aux gouvernements occidentaux ? — on a pu voir l'*Humanité*, plus plate, plus réformiste de jour en jour, césser pratiquement d'appeler à la bataille, la vraie, pour faire du bruit seulement autour de la victoire (!) des 23.000 fr. — à aménager pour 173 heures — et sur les grèves partielles dont on connaît le danger et l'inefficacité, même si en certaines usines, on obtient de maigres avantages sans lendemain.

La conférence C.G.T. de la Métallurgie du 19^e arrondissement, à Paris, en est réduite à appeler les travailleurs à porter les résolu-

tions et les cahiers de revendications... au Groupe Patronal et à la Présidence du Conseil.

Nous savons ce que répondent les politiciens dirigeants de F.O. ou de la C.G.T., ils prétendent que les travailleurs se montrent hésitants, timorés. Parlent ! On leur propose des revendications dérisoires et des moyens d'action sans portée. Croit-on que les ouvriers vont se battre pour les 23.000 fr. même pour 173 heures, et qu'ils vont entrer avec enthousiasme dans des grèves morcelées dont l'Etat et le Patronat se moquent ? La classe ouvrière est prête à se battre, elle l'a montré en août et dans des secteurs où l'on s'y at-

tendant le moins. Mais pour des objectifs qui en valent la peine et avec des armes efficaces, elle est prête à se battre pour une augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois, pour le programme revendicatif que propose la F.A., et avec cette arme de la grève générale avec occupations des lieux de travail, avec des manifestations de rues puissantes — et l'on sait combien peu peseraient quelques milliers de C.R.S. ou de gardes pas toujours très disposés à se battre et dispersés dans le pays, devant des millions de travailleurs résolus, maîtres de la rue et paralytiques, sans voies ferrées et routes — en constituant de véritables Comités

d'Action formant un réseau serré d'organismes de liaison, de la base au sommet, élus et contrôlés par les grévistes, embryons du véritable pouvoir ouvrier.

Les révolutionnaires que nous sommes ne peuvent faire ces vérités, même si elles attaquent la réputation de chefs jusqu'ici respectés par une partie des ouvriers. Il y a un véritable et monstrueux complot contre la classe ouvrière : pendant que le gouvernement tente de la réduire à l'esclavage et à une misère de plus en plus grande, ceux qui font profession de la défendre s'emploient à la démoraliser.

Les Communistes Libéraux se dressent, eux, contre ce complot. Faibles encore, ils savent que la victoire n'est pas aux gros bataillons démarcés des vieux partis, mais aux militants acharnés qui veulent venir à eux, de plus en plus, les travailleurs. Ceux-ci tournent les yeux vers la F.A., vers le Communisme Libéral, parce qu'ils voient enfin que nous sommes seuls à exprimer leurs aspirations véritables et à avancer des moyens de luttes efficaces.

C'est sur notre programme immédiat, c'est sur le développement d'une campagne pour la grève générale que nous combattions dans les syndicats, les Comités d'Unité d'Action, les Assemblées de travailleurs. Et c'est sur cette base de lutte qu'autour de nous les plus clairvoyants, les plus combattifs, se rassemblent et se rassemblent vers la victoire.

FLANDRE.

Les prolétaires d'Italie et de France marchent ensemble vers la Révolution

Le 24 septembre, cinq millions de travailleurs industriels ont fait en Italie une grève générale de 24 heures. Cette action ouvrière qui, dans le cadre de la situation sociale de l'Italie et, sur un plan général, de la situation sociale de toute l'Europe, revêt une importance exceptionnelle, mérite une analyse plus ample.

La situation sociale de l'Italie est bien souvent méconnue des travailleurs français. Le fait dominant est indiscutablement le chômage chronique qui règne en maître dans ce pays. Plus de quatre millions de chômeurs absolus, dont deux millions de jeunes qui n'ont encore jamais eu de travail et qui vivent encore aux crochets de leurs parents (si le père a un travail). Il faut avoir vécu cette atmosphère pour la comprendre, parfaitement, sinon pour pouvoir la traduire par des mots.

Pourquoi donc la situation semble-t-elle à l'attention pour le spectateur commun ? C'est que, pour les raisons que nous avons énoncées plus haut, les grèves partielles aboutissent fatidiquement, non seulement à un échec, mais à un lock-out des travailleurs de l'entreprise au profit des chômeurs. Aussi ces grèves partielles ne se produisent-elles que dans un cas extrême, précisément pour lutter contre les licenciements. Nous avons pu assister à une de ces grèves (à Savone) où la direction d'une usine avait décidé la mise à pied d'un grand nombre d'ouvriers. Lors de notre passage, cette grève durait depuis cinq semaines dans un ensemble parfait (pas un seul jaune), soutenue par l'ensemble de la population et même les commerçants qui firent une grève de solidarité en fermant momentanément leurs boutiques. Chaque lutte locale revêt ainsi l'obstination du désespoir.

Chaque travailleur italien se trouve donc dans une insécurité complète face au patronat, ce qui permet de mieux comprendre le caractère des luttes actuelles.

Les grèves partielles, qui ont tou-

jours été abondantes en France, ont, par contre, été peu fréquentes en Italie et certains en ont conclu hâtivement à une combativité moindre de la classe ouvrière italienne. Rien ne saurait être plus faux. Le syndicat italien regroupe près du double de cotisants que la France. Partout, les travailleurs s'occupent intensément de l'activité politique et sociale. Lorsqu'on est en Italie (celle des prolétaires, non celle des touristes bourgeois), on a le sentiment d'une immense chaudière qui couve, prête à éclater.

Pourquoi donc la situation semble-t-elle à l'attention pour le spectateur commun ? C'est que, pour les raisons que nous avons énoncées plus haut, les grèves partielles aboutissent fatidiquement, non seulement à un échec, mais à un lock-out des travailleurs de l'entreprise au profit des chômeurs.

Aussi ces grèves partielles ne se produisent-elles que dans un cas extrême, précisément pour lutter contre les licenciements. Nous avons pu assister à une de ces grèves (à Savone) où la direction d'une usine avait décidé la mise à pied d'un grand nombre d'ouvriers. Lors de notre passage, cette grève durait depuis cinq semaines dans un ensemble parfait (pas un seul jaune), soutenue par l'ensemble de la population et même les commerçants qui firent une grève de solidarité en fermant momentanément leurs boutiques. Chaque lutte locale revêt ainsi l'obstination du désespoir.

Mais cette sorte de grève est limitée et la seule arme des travailleurs italiens qui l'ont compris par la force

des choses est la grève générale, car seule elle est assez puissante pour faire reculer le patronat en lui interdisant l'issue de secours constituée par le chômage et assez démonstrative pour l'affrayer. Et la structure des syndicats reflète cette conscience qu'ont les travailleurs italiens de la nécessité de la grève générale à travers l'unité la plus totale. La C.G.L., qui regroupe l'énorme majorité de la classe ouvrière, présente une majorité de responsables du parti communiste. Cependant, elle n'est

pas fermée comme la C.G.T. française et garde au contraire un certain esprit conciliant : c'est ainsi que le parti socialiste nenniste détient une bonne partie des leviers de commande et que les groupes anarchistes d'action prolétarienne (G.A.A.P.) ont des responsabilités à tous les échelons et même à l'échelon national. Les autres centrales ne regroupent qu'une minorité insignifiante (chrétiens de l'I.S.L. 500.000).

P. PHILIPPE.

(Suite page 4 col. 1.)

Aucun décret, aucune mesure fiscale n'arrêteront l'action de la classe ouvrière

L'ERE des décrets est close, mais non celle des réformes, a déclaré Edgar Faure, à l'issue des deux mois de pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement Laniel.

Deux mois au cours desquels on aura fait la preuve (s'il en était besoin) de l'impossibilité d'un redressement de l'économie capitaliste.

Comme nous l'avions prévu, il s'est démonté que seuls, les salariés devaient faire les frais du plan d'expansion économique cher à notre grand argentier.

Le premier train-de décrets comportait essentiellement 20 milliards d'économies à réaliser sur la masse

des choses est la grève générale, car seule elle est assez puissante pour faire reculer le patronat en lui interdisant l'issue de secours constituée par le chômage et assez démonstrative pour l'affrayer. Et la structure des syndicats reflète cette conscience qu'ont les travailleurs italiens de la nécessité de la grève générale à travers l'unité la plus totale. La C.G.L., qui regroupe l'énorme majorité de la classe ouvrière, présente une majorité de responsables du parti communiste. Cependant, elle n'est

pas fermée comme la C.G.T. française et garde au contraire un certain esprit conciliant : c'est ainsi que le parti socialiste nenniste détient une bonne partie des leviers de commande et que les groupes anarchistes d'action prolétarienne (G.A.A.P.) ont des responsabilités à tous les échelons et même à l'échelon national. Les autres centrales ne regroupent qu'une minorité insignifiante (chrétiens de l'I.S.L. 500.000).

P. PHILIPPE.

(Suite page 4 col. 1.)

La révolte spontanée des travailleurs du secteur public est venue bouleverser ce plan mirifique ; et les maigres avantages arrachés, par les grèves, ont transformé les 20 milliards d'économies en 12 milliards de dépenses qui n'étaient pas prévues.

Cherchant d'autres compressions budgétaires, Edgar Faure s'est replié sur la réduction des investissements publics ; 30 à 35 milliards furent ainsi enlevés aux différents budgets consacrés à l'équipement agricole, à la reconstruction et au secteur nationalisé.

Pour contre, les 150 milliards de réduction prévus sur les dépenses militaires ont été ramenées à 31 milliards, en dépit de l'aide supplémentaire de 122 milliards qu'ont accordé les U.S.A. pour la guerre d'Indochine.

En définitive, l'opération a porté uniquement sur les dépenses civiles. Toutes les mesures envisagées par Edgar Faure révèlent un souci constant d'épargner le capitalisme privé.

Il n'est pas possible de prendre au sérieux les décrets portant sur la réduction de la fraude fiscale et sur la baisse autoritaire.

Ce n'est un secret pour personne que la plus grande part des impôts est payée par les travailleurs. Ces derniers, en dépit de salaires anormalement bas, contribuent pour 66 % au revenu national dont les profiteurs du régime, qui étaient un luxe insolent, ne paient que 25 %.

Le montant de ces impôts, payés par les industriels et commerçants, entrant dans le calcul du prix de revient des marchandises, on peut affirmer que ce sont les travailleurs qui, en dernier ressort, supportent la totalité des charges comme consommateurs.

Ce ne sont pas les quelques mesures spectaculaires prises à l'encontre de certains fraudeurs du fisc qui peuvent constituer un remède sérieux. Il est significatif que, lors de l'accord des pouvoirs spéciaux, les parlementaires se soient réservé la réforme de l'impôt. Nous pouvons leur faire confiance pour éluder indéfiniment le débat. Ils ont trop le souci de certains intérêts particuliers pour rendre efficace le projet présenté par le gouvernement.

Quant à la baisse autoritaire, ce n'est encore qu'une imposture.

Toute la propagande gouvernementale n'est pas parvenue à faire apparaître la moindre réduction de prix. Si, officiellement, on a pu faire état d'une diminution sur la viande, c'est que, depuis quelques mois, les cours s'effondraient à la production. Ainsi, intermédiaires et commerçants n'ont subi aucune compression de leurs bénéfices parasitaires.

Le bilan se révèle négatif ; les décrets ne resteront que des palliatifs inopérants. Les seules mesures budgétaires portent sur les investissements publics. La reconstitution s'en trouvera freinée. Dans le secteur nationalisé on tend vers une dénationalisation financière, dont seul le capitalisme privé peut bénéficier. C'est déjà un recul. Mais l'on peut mesurer tout l'esprit rétrograde du gouvernement aux dispositions qu'il compte prendre pour parer à l'agitation sociale.

Déjà les paysans font connaître leur mécontentement. En ce qui concerne les salariés, ce ne sont, ni la ridicule prime dégressive allouée aux petits traitements des fonctionnaires, ni la dérisoire majoration de 10 fr. de l'heure prônée par le patronat français, qui peuvent les satisfaire. Il n'est pas possible de prendre au sérieux les décrets portant sur la réduction de la fraude fiscale et sur la baisse autoritaire.

Ce n'est un secret pour personne que la plus grande part des impôts est payée par les travailleurs. Ces derniers, en dépit de salaires anormalement bas, contribuent pour 66 % au revenu national dont les profiteurs du régime, qui étaient un luxe insolent, ne paient que 25 %.

Dans l'impossibilité d'apporter un remède au marasme économique, l'équipe au pouvoir envisage d'enlever à la classe ouvrière, sa seule arme : la grève. Une tentative contre les fonctionnaires s'est attirée la riposte que l'on sait. Le gouvernement n'a pas désarmé pour autant.

Sachant qu'il n'a rien à craindre de députés qui l'ont investi par la suite, il ne redoute qu'une nouvelle explosion sociale.

Trahi en août par les dirigeants syndicaux les travailleurs constatent la vanité de l'utopie réformiste.

L'ère des décrets est close ; les réformes envisagées par Edgar Faure ne parviendront pas à sauver un régime dont la décrépitude s'accroît de jour en jour. Une période révolutionnaire s'ouvre.

Demain, au cours de nouvelles batailles, le Proletariat, guidé par l'avant-garde communiste-libertaire, saura dépasser le stade de la grève revendicative.

Accédant enfin à sa pleine conscience de classe, il ira de l'avant, vers la révolution sociale.

A. MOINE.

LA SITUATION INTERNATIONALE

La cessation des hostilités en Corée, quelques concessions réciproques, les projets de conférences et de rencontres entre les représentants diplomatiques des grandes puissances auraient pu donner l'impression, sinon d'une entente, du moins, d'un amoindrissement de la tension internationale. Il n'en est rien. Un rapide examen de la situation mondiale actuelle nous le confirme.

Le bloc occidental, aux ordres de l'administration de Washington, raffermi son intransigeance. Grisés par quelques succès, en particulier pour celui de la politique de leur valet

EN ESPAGNE

La répression s'acharne sur nos camarades

Nous avons, dans le « Libertaire » n° 371, relaté les tortures subies par nos camarades arrêtés à la suite de la découverte de l'imprimerie de « Solidaridad Obrera » clandestine.

Nous publions ci-dessous le nouveau rapport adressé par la C.N.T. d'Espagne.

Le C.N.T. de la C.N.T. communique au Secrétariat Intercontinental :

« Confédération Nationale du Travail. — Espagne, le 13 août 1953. — Au Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. d'Espagne en exil,

Chers camarades, Nous complétons notre rapport du 4 courant se référant aux camarades détenus à Barcelone, avec les données que nous transmet le Comité Régional de Catalogne.

Nous rappelons les noms des camarades détenus que nous avons déjà mentionnés dans le rapport précédent : Juan Serna Rubio, Saturnino Aznáres Gardo, Edgardo Emilio Rodríguez, José Pérez Ortiz, Carmen Cadomeque, Antonio Arpal Jarión, Dionisio Romero, Fernando Gallego Rodríguez, José Hernán Tosan, Fructuoso Grimaldo Morane, Longas y « Madriles », les trois derniers torturés de façon barbare.

Les autres camarades détenus et transférés à la Prison Modèle de Barcelone, après un séjour dans les cachots du commissariat de police, sont : Eduardo Muñoz Sanchez, Nazario Arboles Royo, Andrés Arpal Pallas, Miguel Moreno Pardillo, Mateo Andreu Casellas, Antonio Diaz Casanova, Raimundo Lagunas Sena, José Herrero Andreu, Manuel German Peralta y Valero Guillén Andres.

Parmi les camarades cités il s'en trouve trois d'un âge avancé, vieux militants confédéraux : Andrés Arpal Pallas, 64 ans ; Nazario Arboles Royo, 60 ans ; Manuel German Peralta, 56 ans.

La police découvrit chez José Herrero Mateo une liste de cotisations et la somme de 10.500 pesetas, revenu de la caisse du Syndicat d'Alimentation, dont elle s'empara.

Le camarade Longas — ses nom et prénom étant Jesus Longas Casanova — a été en proie, nous vous le confirmons, au cours de son séjour à la 5^e galerie de la Prison Modèle, à des crises de folie et n'a pas encore retrouvé son bon sens. Pour cette raison il fut transporté dans une cellule isolée (non à l'infirmière mais dans la même galerie). En présence d'un gardien de la prison il fut sauvagement frappé par un prisonnier de droit commun nommé Catala. On lui injecta deux piqûres d'essence de térbenthine et il fut menotté pendant deux nuits. Malgré tout cela il ne fut pas mené à l'infirmière. Son état est tel qu'il ne reconnaît même pas sa propre femme.

L'autre camarade qui a perdu la raison comme conséquence des tortures auxquelles il a été soumis au commissariat de police est le camarade « Madrid », ainsi que nous l'avions communiqué, et dont le nom est Francisco Hernandez Diaz. Son état n'a pas subi d'amélioration.

Le bilan du mois de juillet a donné comme résultat 22 camarades arrêtés

et la perte de l'imprimerie de Solidaridad Ouvrière clandestine.

Ces camarades appartiennent aux Syndicats de Métallurgie, Transports, Alimentation et autres.

Toutes ces arrestations, comme nous l'avons dit antérieurement, tirent leur origine de l'information que la police trouva dans la documentation venant de deux agents de liaison du P.S.U.C. tués à la frontière, rapport dans lequel la cellule communiste existante dans l'usine Succecoral S.A. se référât à l'activité de la C.N.T. — cotisations et propagande — dans cette usine et après la déclaration du militant du P.S.U.C. Juan Plana Morralla, selon ceux qui distribuaient Solidaridad Obrera clandestine dans ladite usine, étaient les cénétistes Juan Serna Rubio y Saturnino Aznáres Gardo.

L'entreprise Succecoral S.A. a fait parvenir à tous les détenus, à leur domicile particulier, une lettre leur communiquant que « s'étaient absents de leur travail à partir du 1er juillet, s'ils ne étaient pas présents à l'usine dans les quarante-huit heures après réception de la présente lettre, ils verraient leur contrat résilié ». En un mot, la firme les mettait tous à la porte, chose qui est rarement survenue à des détenus pour questions sociales.

Les événements de Barcelone sont un exemple de plus de la terreur qui règne en Espagne sous Franco. Le fascisme ne parviendra pas à ébranler notre moral avec ses méthodes sanguinaires et inquisitionnelles.

La Confédération Nationale du Travail, malgré les persécutions, poursuit et poursuivra la lutte pour la liberté de l'Espagne.

Faites connaître dans l'internationale les agissements du franquisme haineux et répressifs. Quelques-uns, comme protestation muette devant les monstruosités du franquisme, sachant que leur client est condamné d'avance, ont refusé de les défendre ou de faire appel. Il en a été ainsi pour l'avocat défenseur des deux cénétistes, Liberto Sarrau et Joaquín Dorado, condamnés récemment par un tribunal phalangiste.

Le Comité National. »

Le Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. d'Espagne en Exil, en faisant connaître publiquement cette information du Comité National de la C.N.T. d'Espagne, exprime à nos camarades de l'Exil, notre solidarité de leur lutte, dans l'espérance que chacun apportera de l'aide à nos frères, victimes de la plus féroce des répressions.

Nous publions ci-dessous quelques aperçus des méthodes franquistes :

« Tous les moyens sont bons pour arracher la confession », c'est la devise de la police franquiste, particulièrement en ce qui concerne les brigades sociales de Madrid et Barcelone. « Martyriser jusqu'aux aveux » est l'ordre secret du ministère du Gouvernement franquiste.

Les châtiments s'effectuent méthodiquement, avec un sadisme inouï, avec la froideur de la Gestapo, avec un sang-froid de bourreau.

Le code espagnol, les interrogatoires légaux, les soixante-douze heures de détention policière, tout cela est du « bluff » en Espagne, bien que l'on réserve une place au Phalangisme dans les Congrès Internationaux de Droit.

Défions une institution quelconque de rechercher le lieu où sont conduits les détenus par la police. Ils restent des journées, des semaines, des mois, sans appartenir à la vie, mais à la mort. Impossible de communiquer. Leur propre famille ignore où ils se trouvent. Ils sont livrés aux autorités judiciaires. Celles-ci ne constatent pas la date exacte de l'arrestation, elle est sans intérêt. La police n'admettrait d'ailleurs pas cette ingérence. Ils s'en tiennent à la date inscrite par la police sur l'attestation. Rien ne sera de montrer au juge une épauille meurtrie de coups, des côtes enfoncées, les poumons broyés, le bras cassé : rien ne les intéresse si ce n'est la signature

inscrite, illisible, nerveuse, à la fin de la déclaration, aveux arrachés par la torture. Le juge rend sa sentence d'après le « bulletin » de la police.

Mais la ne se borne pas l'ingérence policière. Elle s'étend beaucoup plus loin. Elle a recours aux méthodes les plus crapuleuses, les plus injustes, les plus arbitraires, à ce que nous appelons « diligence ». Juridiquement, lorsqu'un détenu est mis à la disposition des autorités judiciaires, on estime que la police a terminé son travail. En Espagne, il n'en est pas ainsi. Le juge a un rôle pratiquement inexistant, c'est un instrument aux mains de la police, celui qui donne une apparence légale à la monstruosité de la police. Le détenu, pendant toute la période de « diligence » qui se prolonge indéfiniment, parfois même dure tout au long d'un procès, bien qu'il se trouve dans la prison, reste toujours à la disposition de la police et dans celle-ci y figurent les franco-phalangistes spécialisés dans les séniètes Juan Serna Rubio y Saturnino Aznáres Gardo.

Contre les militants de la C.N.T., on a tout essayé depuis la torsion des testicules jusqu'à l'arrachage des ongles, depuis les coups les plus raffinés les plus « scientifiques » au matraquage le plus sauvage ».

Les détenus après être passés par ce cycle dantesque comparaissent devant les tribunaux franquistes, parodie de tribunaux, sans aucune indépendance, désignés sur le gabarit d'une régime qui ne respecte aucun droit humain.

Les avocats voient limitées leur fonction au pur formalisme. Ils savent que tout est vain. Ils sentent en outre la pression d'un régime policier derrière eux s'ils excèdent dans la défense de leurs parties et ils craignent les représailles. Quelques-uns, comme protestation muette devant les monstruosités du franquisme, sachant que leur client est condamné d'avance, ont refusé de les défendre ou de faire appel. Il en a été ainsi pour l'avocat défenseur des deux cénétistes, Liberto Sarrau et Joaquín Dorado, condamnés récemment par un tribunal phalangiste.

Le rapport continue en donnant de nombreuses précisions et en

La classe ouvrière ne peut accepter qu'on assassine les Siens en Tunisie

L'U.G.T.T. a propos des meurtres commis par les Français, vient de publier un rapport qui jusqu'à présent n'a pas été démenti et qui ne le sera probablement jamais.

Mais la ne se borne pas l'ingérence policière. Elle s'étend beaucoup plus loin. Elle a recours aux méthodes les plus crapuleuses, les plus injustes, les plus arbitraires, à ce que nous appelons « diligence ». Juridiquement, lorsqu'un détenu est mis à la disposition des autorités judiciaires, on estime que la police a terminé son travail. En Espagne, il n'en est pas ainsi. Le juge a un rôle pratiquement inexistant, c'est un instrument aux mains de la police, celui qui donne une apparence légale à la monstruosité de la police. Le détenu, pendant toute la période de « diligence » qui se prolonge indéfiniment, parfois même dure tout au long d'un procès, bien qu'il se trouve dans la prison, reste toujours à la disposition de la police et dans celle-ci y figurent les franco-phalangistes spécialisés dans les séniètes Juan Serna Rubio y Saturnino Aznáres Gardo.

Le rapport affirme qu'à partir du 8 août, date de l'assassinat de Ahmed Belgaroul, présenté comme une sorte de « Glaoui tunisien », les mesures de sécurité prises par le résident général ont été particulièrement rigoureuses. Le 10 août, le général Garbay prend l'avion pour Paris. Depuis cette date, selon le rapport, les troupes françaises semblent avoir reçu la consigne de « semer la terreur » dans la région du Sahel, du cap Bon et du sud tunisien. Le couvre-feu s'ajoute à l'état de siège dans ces régions où la population est particulièrement dense et laborieuse. L'activité agricole est gravement compromise.

Le rapport affirme que M. Benchir Ben Mabrouk Djaziri, secrétaire général adjoint du Syndicat des Agriculteurs Produc-teurs de l'U.G.A.T., est arrêté alors qu'il vaquait paisiblement à son travail ; accusé d'avoir prêté main forte aux « fellagas », il est conduit sous escorte de la troupe à son domicile, où on feint de procéder à une perquisition ; là, dans sa propre chambre à coucher, devant sa femme et ses enfants, il est abattu, le crâne fracassé. Il est enveloppé dans une couverture, transporté par les militaires qui le jettent dans une fosse improvisée. Sa femme s'est vu interdire la remise du corps et l'inhumation de la victime selon les traditions musulmanes.

Le 30 août, à Monastir, dans le Sahel, deux gardes républicains sont attaqués par des Tunisiens devant la caserne qui se trouve à l'entrée de la ville. L'un meurt, l'autre est blessé. Déchaînement des troupes répressives qui font irruption dans les rues. Au milieu des rafales de mitraillettes, un « ratissage monstrueux » met à sac, dans la nuit du 30 au 31 août, de nombreuses demeures. Arrestations massives, tortures sur la place publique et, « pour servir d'exemple », 3 personnes des plus représentatives sont arrêtées et sommairement exécutées au vu des habitants. Ce sont :

— Mustapha Ben Hassine Janネット, chef de la Jeunesse destourienne ;

— Abdessalem Trimèche, ouvrier boulanger, chargé de la propagande ;

— Ahmed El-Chandri, agriculteur propriétaire, militant.

Une cinquantaine de personnes arrêtées sont soumises, à la caserne de Monastir et à celle de Sousse, à des supplices inouïs.

En outre, deux cadavres ont été trouvés criblés de balles le lendemain sous les remparts de la ville. Il s'agit de :

— Ameur Zeguina et Mohamed Slama, âgés de seize ans.

D'autre part, le nombre de blessés graves hospitalisés est de quarante et un, dont quatre devaient décéder le 2^e septembre.

Des faits du même genre sont cités encore en très grand nombre par le même rapport.

4) VOIZARD, LE FASCISTE, AIDER LES ASSASSINS

Voizard en août 1941 disait dans un appel aux agriculteurs Seine-et-Marne :

« Tous les Français, quels que soient leur rang social et leur situation de fortune, doivent se fier

fournissant des noms de personnes qui auraient été abattues dans des conditions pour le moins étranges et, dans d'autres cas, par des exécutions sommaires :

Et répétait un peu plus tard :

« L'union de tous, messieurs, la concorde nationale sous l'égide de notre chef bien-aimé, M. le maréchal Pétain, voilà ce qui nous sauvera ! »

Voizard fut d'accord avec Pétain : nous sommes en droit de supposer qu'il est encore d'accord avec la politique la plus réactionnaire qui soit et qu'il va exercer ses talents en Tunisie. Il sera aidé en tous points par nos gouvernements fascistes.

5) LA CLASSE OUVRIERE FRANCAISE A SON ROLE A JOUER

On veut nous faire croire qu'une union franco-tunisienne est encore possible. Non, les points sont définitivement coupés. Les Tunisiens, pas plus que les Marocains d'ailleurs, ne accepteront jamais la présence du capitalisme français sur leur sol. Le capitalisme ne peut se maintenir qu'en employant la force comme chez nous de plus en plus. Les exploitants lutteront sans répit pour faire partie des exploiteurs. C'est la guerre, classe contre classe. Les colons ont attaqué, ils ont essayé de réduire en esclavage un peuple entier. Ils paieront cher leurs crimes.

La classe ouvrière française a son rôle à jouer. Elle ne doit pas se laisser berner par les colonialistes. Elle doit prendre conscience de la situation réelle et agir en conséquence. Elle ne doit jamais oublier qu'en affaiblissant — ou qu'en contribuant à affaiblir — le capitalisme français installé en Tunisie, elle affaiblit son propre capitalisme et son propre gouvernement. Nous sommes sûrs que les travailleurs français qui ont magnifiquement agi au mois d'août comprennent cela.

Ceux qui ont écrit le petit papier qu'on a trouvé sur le corps de Hedi Chaker doivent savoir que la formule qu'ils ont employée, risque fort d'être mise en application par ceux qui sont assassinés aujourd'hui, car ceux-là sont les plus forts.

Michel MALLA.

Le Libertaire

continue de paraître tous les quinze jours

Prochain numéro sur

4 pages le 22 Octobre

L'éviction de trois candidats au Concours de l'E.N. d'Administration : une mesure fasciste

LES nouvelles mesures arbitraires ou légales du gouvernement Lanteri se multiplient.

Chaque semaine est marquée par un pas en avant dans la voie de la dictature et de la réaction.

L'une de ces mesures est particulièrement significative. Elle reflète très nettement la volonté de la clique au pouvoir d'imposer au pays un régime de plus en plus totalitaire. Il s'agit des exclusions au concours d'entrée de l'Ecole Nationale d'Administration chargée de former les hauts fonctionnaires de l'Etat. Rappelons rapidement les faits : le Secrétaire d'Etat charge de la Fonction publique décidait, il y a quelques jours, d'interdire l'accès aux épreuves du concours à trois candidats : MM. Barel, Fortuné et Bedjaoui. Ceux-ci remplissaient toutes les conditions exigées. Mais on leur fit savoir qu'en raison de leur appartenance au P.C. leurs candidatures ne seraient pas retenues.

La nature de cet acte est semblable à celle des décrets décrets de Lanteri-Reynaert vient de promulguer. Les mesures contre les fonctionnaires, la démagogie à la fois ridicule et vain (baisse des prix, relèvement des bas salaires), les maladroits dispositifs antigéographiques, la nouvelle organisation policière, judiciaire et administrative (en particulier système de délégation générale des pouvoirs aux préfets) marquent la volonté du gouvernement d'établir progressivement le fascisme.

L'éviction des candidats de l'E.N.A. comme tous les actes arbitraires pris quotidiennement n'ont donc rien d'étonnant. On pouvait même les prévoir.

Le gouvernement ne fait qu'exprimer avec lui-même, avec le but qu'il s'est fixé, avec le rôle qu'il a à jouer : sauver à tout prix les privilégiés de la minorité bourgeoisie pour laquelle il fonctionne.

Etant donné le marasme économique actuel une seule solution s'impose à la bourgeoisie pour la sortir de l'impasse : la dictature, un régime de coercition totale dans tous les domaines : politique, social, économique, moral. Dans l'esprit des nouveaux gouvernements, les décrets-lois ne sont que les préludes à l'instauration du fascisme.

C'est ce que semble n'avoir pas compris la plupart de ceux qui ont protesté contre l'exclusion des trois candidats. Les Communistes, les Réformistes, Franc-Tireur, Combat, les journaux de gauche (?) en général, et même M. Vallon, du U.R.A.S. (1), ne parlent que de la Constitution impudemment violée, ne veulent que les sacro-saints « Droits de l'Homme » foulés aux pieds, ne considèrent que la démocratie odieusement bafouée. C'est au nom de la légalité qu'ils protestent, c'est sur le plan de la légalité qu'ils s'indignent.

Mais est-ce qu'il existe une légalité pour le fasciste ? Est-ce que les dictateurs de tous les pays et de tous les temps ont attendu d'être en règle avec les lois existantes pour prendre le pouvoir ? Et qu'est-ce que cette légalité dont les soldats révolutionnaires du prolétariat exigent le respect ? Qu'est-ce, sinon l'oppression organisée, la raison des plus forts imposée aux faibles, « la perfection de l'instrument de domination et d'exploitation ».

Ce sont les raisons pour lesquelles nous réprobons ces protestations dont le caractère antirévolutionnaire est flagrant. Pour nous, libertaires, l'affaire de l'E.N.A. n'est que le reflet de la volonté de développement de l'autoritarisme.

C'est contre elle que nous dénonçons. C'est contre elle que nous demandons aux travailleurs d'engager une lutte sans merci. C'est par l'action directe, par l'unité que la classe ouvrière atteindra et réalisera son premier objectif : barrer la route au fascisme. Nos appels ont déjà reçu un écho. Le mois d'août a été témoin d'une remarquable prise de conscience, d'un magnifique état des masses qui ont signifié fermement leur refus d'accepter la dictature. La crise du régime va en s'accentuant ; le moment vient où un choix s'impose : fascisme ou révolution sociale.

DOCUMENTS

Benedetto Croce

II. - Philosophe de la liberté abstraite et défenseur des " nécessités historiques " de la réaction

Nous avons publié dans le précédent numéro du « Libertaire » quelques citations de Benedetto Croce, le théoricien libéral, citations tirées d'un article paru dans le journal « L'Impulo », des Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne d'Italie. L'intérêt manifesté par nos lecteurs nous incite à publier aujourd'hui la plus grande partie de l'article de « L'Impulo » (numéros d'août et septembre) et les citations que nous avions omises précédemment.

ENTRE Benedetto Croce et les anarchistes une rencontre a toujours été impossible.

Croce, ministre de Giolitti et de Badoglio dans les deux « après-guerre », quand il fallait faire face à l'avance de la masse populaire, sénateur, donateur de sa médaille à la patrie pour la guerre d'Abyssinie, président du parti libéral et protecteur des coalitions politiques réactionnaires, ne pouvait rencontrer les anarchistes et les anarchistes ne pouvaient rencontrer sur leur chemin, Croce, théoricien d'une liberté abstraite, ennemi enragé du socialisme et des idées d'égalité et de solidarité, adversaire de ces idées au nom de la « lutte » (une lutte abstraite, qui s'objective et s'identifie avec sa propre histoire, et non des conflits concrets et actuels qui se produisent sur le plan de lutte de classes, bannie comme la peste du monde de Benedetto Croce) et de la « compétition » (une compétition présidée, gardée, arbitrée par l'Etat, retenue comme une forme suprême et parfaite de la vie sociale), conseiller conservateur des « valeurs nationales » dont on a vu une continuité jusque dans la guerre fasciste, homme d'ordre infatigablement sourd à chaque mouvement populaire.

Comment pouvons-nous rencontrer Benedetto Croce ? Une seule fois Malatesta, mis personnellement en cause, prit la peine de lui répondre. Croce avait écrit qu'un « tel Insogna », biographe de François II, était un de ses agents (de l'ex-reine Marie-Sophie) venu en Italie en 1904 avec une lettre de l'anarchiste Malatesta pour prendre des accords avec les anarchistes italiens afin de libérer Bresci, récidive d'Umberto de Savoie (cfr. « Hommes et choses de la vieille Italie », Bari, Laterza, 1927, vol. II, p. 406). Malatesta répliqua brièvement en faisant observer qu'en 1904 les anarchistes ne pouvaient pas penser à libérer Bresci, mort trois ans avant, et en qualifiant la nouvelle comme « une petite histoire de lavandaire » (cfr. « Le Réveil » de Genève, du 31 juillet 1926).

Mais cela a été une définition de notre mouvement de ne pas s'être occupé de la culture crocienne, de l'influence que celle-ci exerçait dans les vastes secteurs de l'ambiance intellectuelle italienne, cela a été une de nos erreurs, une de nos faiblesses, ce manque d'extension de la lutte contre l'hégémonie économique et politique de la bourgeoisie sur le terrain culturel, contre l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie qui, pendant un demi-siècle, a eu en Croce son porte-parole le plus qualifié.

A cette erreur il est nécessaire de remédier aujourd'hui, réduisant à néant certaines tentatives de faire passer en fraude Croce et le crocianisme dans l'anarchisme, tentatives qui se sont déjà audacieusement manifestées à l'occasion de la mort du philosophe, quand se sont entendues des voix glorifiant le disparu comme un maître, flirtant avec son libéralisme, répétant certaines petites formules, associant son nom à celui de nos maîtres, empruntant, pour dissimuler leur propre ignorance et leur propre impuissance, certains lieux communs de l'antimarxisme vulgaire, unissant de tout cœur leurs regrets à ceux de l'Italie officielle, comme s'il était disparu le génie d'une patrie commune à tous.

De là la nécessité de remettre les choses en place, de montrer avec documents à l'appui l'incompatibilité théorique et pratique entre la conception anarchiste (matérialiste, socialiste fédéraliste) et les positions de l'idéalisme de Croce.

Nous prendrons un texte très récent (B. Croce : « Pour l'Histoire du communisme en tant que réalité politique », Bari, Laterza, 1944) et vous y verrez la définition de Croce de

(A suivre)

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du journal de la semaine en cours.

Les prix indiqués sont compris francs

THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme Libéral
Histoire du Mouvement anarchiste
La Révolution inconnue
Histoire de la Commune
Révolution sociale ou dictature militaire
Dieu et l'Etat
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire
La Philosophie de l'histoire
L'interprétation économique de l'histoire
La tragédie du Marxisme
Histoire des Bourses du Travail
Du Capital aux réflexions sur la violence
La Révolution russe en Ukraine
Principes fédéraux
Philosophie du Progrès
150 ans de Pensée socialiste
La Commune de Marseille

G. Fontenies .. 75
J. Maitron .. 1570
Voline .. 520
Lissagaray .. 645
Bakounine .. 245
— .. 155
Hepner .. 645
Rappoport .. 245
Berth .. 295
Seligman .. 245
Collinet .. 420
Pelloutier .. 345
Berth .. 245
Makhno .. 270
Proudhon .. 230
— .. 625
Louis .. 330
A. Olivesi .. 345

Owen 345
Sylvain Maréchal 645
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.) 970
T. Mende 495
Saint-Simon 163
— 645
I.-J. Brieux 645
Histoire de la Révolution russe (2 tomes) 820
Staline 820
Partir de l'homme 180
Le Manifeste communiste 345
Miseur de la Philosophie 345
Correspondances 360
Histoire du Viêt-Nam 970
Viêt-Nam. Sociologie d'une guerre 945
Juin 36 580
Réforme et Révolution 105
Grève générale 95
Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919 465
La Vie héroïque de R. Luxembourg 50
La Révolution russe 50
Marxisme contre Diktatur 50
La Condition ouvrière 545
Histoire des Démocraties populaires. L'Amérique Latine entre en scène 945
Essai sur la condition ouvrière 790
Le démocrate devant l'autorité 540
Le juif antisémite 230
La jeunesse de Lénine 430
Lénine et Trotsky 420
Le rôle d'accuse 420
Les Américains 405
Esprit du syndicalisme 580
Le Parti Travailleur de Gde-Bretagne 300

Le Socialisme romantique
Sylvain Maréchal 645
Histoire de l'Inde devant l'orage 495
Le Mysticisme social 163
Mémoires d'un Révolutionnaire 645
La Chine 645
Histoire de la Révolution russe (2 t.) 820
Trotsky (1^{re} t.) 420
Trotsky (2^{re} t.) 420
Staline 820
Partir de l'homme 180
Le Manifeste communiste 345
Miseur de la Philosophie 345
Correspondances 360
Histoire du Viêt-Nam 970
Viêt-Nam. Sociologie d'une guerre 945
Juin 36 580
Réforme et Révolution 105
Grève générale 95
Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919 465
La Vie héroïque de R. Luxembourg 50
La Révolution russe 50
Marxisme contre Diktatur 50
La Condition ouvrière 545
Histoire des Démocraties populaires. L'Amérique Latine entre en scène 945
Essai sur la condition ouvrière 790
Le démocrate devant l'autorité 540
Le juif antisémite 230
La jeunesse de Lénine 430
Lénine et Trotsky 420
Le rôle d'accuse 420
Les Américains 405
Esprit du syndicalisme 580
Le Parti Travailleur de Gde-Bretagne 300

Owen 345
Dominaguet 645
Dolléans 970
T. Mende 495
Saint-Simon 163
— 645
I.-J. Brieux 645
Histoire de la Révolution russe (2 tomes) 820
Staline 820
Trotsky 320
Devillers 970
P. Mus 945
I. Danos 580
Luxembourg 105
— 95
Prudhommeaux 465
B. Fouc'bre 50
Luxembourg 50
Marxisme contre Diktatur 50
La Condition ouvrière 545
Histoire des Démocraties populaires. L'Amérique Latine entre en scène 945
Essai sur la condition ouvrière 790
Le démocrate devant l'autorité 540
Le juif antisémite 230
La jeunesse de Lénine 430
Lénine et Trotsky 420
Le rôle d'accuse 420
Roger Grenier 420
G. Goré 405
Collinet 580
F. Renaudeau 300

Histoire économique et sociale des U.S.A. 525
Les expériences syndicales internationales 870
Les expériences syndicales en France de 1939-1950 540
Du Contrat social 555
Bakounine 390

Franck 525
G. Lefranc 870
I.-J. Rousseau 555
Kaminsky 390

R. Asso 380
H. Pichette 420
V. Crastre 630

Recréation 380
Nucléa 420
André Breton 630

Agostino 445
La Tour d'Ézra 405
Ravage 450
L'atelier de Marie-Claire 50
S. Weil 545
F. Fejto 945
T. Mende 790
M. Collinet 540
Bontemps 230
C. Berneri 430
B.-O. Wolfe 420
— 570
B. Fouc'bre 50
Luxembourg 50
Marxisme contre Diktatur 50
La Condition ouvrière 545
Histoire des Démocraties populaires. L'Amérique Latine entre en scène 945
Essai sur la condition ouvrière 790
Le démocrate devant l'autorité 540
Le juif antisémite 230
La jeunesse de Lénine 430
Lénine et Trotsky 420
Le rôle d'accuse 420
Roger Grenier 420
G. Goré 405
Collinet 580
F. Renaudeau 300

En gagnant mon pain 375
Ma vie d'enfant 345
Et le bûisson devint cendre 645
Plus profond que l'abîme 435
La hache de Wandsbek (2 tomes) 825
Les enfants Jérôme (2 tomes) 435
Colin-Maillard 360
L'Enquête 420
Journal d'Anne Franck 360
Nouvelles histoires extraordinaires 420
Le Simplon fait un clin d'œil au Frêjus 420
Histoires vraies 380
Anthologie nègre 405
L'enfancement de la Paix 270
Le pain quotidien 420
Les dames de la terre 420
Pain des soldats 480
Souvenir d'enfance et de jeunesse 480
La vie de Jésus 495
Personne n'est dupé 585
La vérité est morte 480
Monserrat 390
Cela s'appelle l'Aurore 480
La rage de vivre 480
La croisade de Lee Gordon 480
La grande Maison (Algérie) 480
Allons z'enfants 480
Le Roman de Quat'Sous 480
Jeux interdits 480
Malone meurt 480
Molloy 550
Le plaisir de Dieu 525
En attendant Godot 420
L'embranchement de Rugby 395
Lettre aux directeurs de la Résistance 270
D. Rolin 420

M. Gordi 375
— 345
M. Sperber 645
— 435
A. Zweig 825
E. Wiedert 1470
R. Neumann 560
— 360
E. Poë 420
— 420
E. Vittorini 380
B. Cendrars 330
— 405
H. Pouaille 270
— 420
— 420
— 480
E. Renan 390
— 495
Harrison 585
E. Robles 390
— 390
Mezrou 735
C. Himer 840
Mohamed Déb 420
Y. Gibaud 675
B. Brecht 975
F. Boyer 390
S. Beckett 480
— 550
M. Bridier 525
S. Beckett 395
G. Dickens 270

G. Paulhan 180

ART ET POESIE

ROMANS

HISTOIRE

ART ET POESIE

L'ANIEL et les directions syndicales ne tromperont plus longtemps les travailleurs

A PRES bien des hésitations, des tergiversations, le réactionnaire Laniel s'est décidé à réunir la Commission supérieure des Conventions collectives. Cette réunion, ainsi que celle du Parlement fut réclamée inlassablement par toutes les directions syndicales. Qu'est-il advenu de la réunion de la commission ? Rien, moins que rien, à l'avantage des travailleurs !

La C.S.C.C. est un organisme inutile qui se réunit sur bon plaisir du gouvernement en fonction, nous venons d'en avoir la preuve et il émet tout simplement des vœux laissés à l'agrement des pouvoirs publics. Tel fut le résultat de la dernière session de la C.S.C.C. A une majorité de 19 contre 15 (patronat) l'on a adopté que le minimum vital ne devrait pas être inférieur à 23.000 fr. Le gouvernement en a-t-il tenu compte ? Non ! car le vœu émis est postérieur à la décision du gouvernement d'accorder une prime dégressive de 3.000 fr. aux fonctionnaires des basses échelles de salaire, allant de 20.000 à 28.000 fr. maximum.

Nous ne nous méprisons jamais sur les « prodigalités » d'un gouvernement quelconque envers la classe ouvrière. L'Etat capitaliste donne d'une main et reprend de l'autre plus vite ce qu'il a donné avec réticence et plus souvent parce qu'il était accusé à l'accord.

Donc, pas d'illusions de ce côté, mais toutes les illusions ne se sont pas envolées et il nous appartient de dénoncer toutes les directions syndicales sans exception qui jettent de la poudre aux yeux des travailleurs.

Toutes se sont alarmées lors des dernières grèves et que de supplices n'attendent pas écrits ! Ah ! si l'on réunissait la Commission supérieure des Conventions collectives !

Ah ! si l'on convoquait le Parlement !

Et puis, c'était tout ! Ca n'allait pas plus loin ! On ne sortait pas des règles du jeu. On ne pouvait pas avouer l'impuissance de la C.S.C.C.

Et le Parlement ne s'est pas réuni,

car il n'avait pas su se réunir d'abord parce qu'il aurait mis le M.R.P. devant le choix : Avec le patronat ou avec la classe ouvrière.

D'ailleurs le Parlement ne pouvait céder que devant la force du prolétariat en lutte. C'est donc la lutte du prolétariat qui importait, avec ou sans la réunion du Parlement.

Or, les directions F.O. et C.F.T.C.

n'étaient pas en faveur de la grève générale. Dépassées par leurs militans de la base, elles se sont ouvertes les voies de la trahison par le canal des tractations avec le gouvernement Laniel.

La direction C.G.T. s'est défendu d'avoir voulu politiser les dernières grèves. Nous pouvons affirmer qu'elle a commis une trahison en refusant de donner l'ordre de grève générale au

moment opportun parce que son attitude lui était dictée pour des raisons politiques étrangères aux intérêts ouvriers, des raisons politiques qui sont celles adoptées à ce moment par le clan au pouvoir au Kremlin.

Nous ne répéterons donc jamais assez

que la classe ouvrière se doit la plus grande vigilance et la plus grande fermeté dans toutes ses actions. Elle doit éviter que celles-ci soient à la merci d'une politique quelconque et qu'elles ne servent de tremplin et d'assise à un parti politique déterminé, pour un bloc pour l'autre. Rien n'a été acquis en août dernier, tout reste à conquérir. Cela ne pourra être que par l'action collective de tous les travailleurs. Seule la grève générale est un gage de victoire.

Les travailleurs doivent dresser le plan de leur action sans plus tarder. Un cahier national de revendications communes à tous doit être établi qui ne doit pas être entaché de corporatismes, sans oublier toutefois qu'il existe des revendications propres à chaque corps de métier.

Nous engageons donc tous les travailleurs à soutenir au sein de leurs usines, entreprises, bureaux, ateliers, dans les comités d'action et d'unité, le programme élaboré par la F.A.

Robert JOULIN.

Chez Ford, la semaine de travail ramenée à 36 heures

S i les ouvriers décident de se mettre en grève, toute une coalition se forme contre eux et l'on entend à longueur de journaux des lamentations sans fin. Baisse de la productivité ! Avenir de la France ! Diminution des rentrées de devises ! Baisse du franc ! etc... On accable les travailleurs de tous les reproches possibles ou imaginables.

Si le patronat décide de lockout, son personnel ou simplement de réduire sa production sans motif valable, on met en huit lieu des sourdines et des cellules. La grande presse se tait ou passe cette information dans la rubrique des chiens écrasés.

Ford vient d'avertir son personnel que pendant tout le mois d'octobre, la semaine de travail sera ramenée à 36 h au lieu de 47 h. 30 et que pendant quatre jours, pour cause d'inventaire, l'usine sera complètement fermée.

Hauteint protégé par le gouvernement, le patronat ne s'embarrasse pas des conditions de vie de ses exploités, le patron s'en moque. Dans les affaires, on ne peut pas faire d'humanité. Le profit, rien que le profit.

Ford s'est plaint, l'année dernière, d'une mauvaise rentabilité de son usine de Poissy. Ford ne peut s'en prendre qu'à son conseil d'administration si la gestion est désastreuse, et cependant c'est le personnel qui a subi les conséquences de celle-ci.

Depuis l'année 1953, l'affaire officiellement va mieux, ainsi l'annonçait le président du Conseil d'administration à l'assemblée de juin dernier. En fait, la production a augmenté, la moyenne mensuelle qui était de 1.815 véhicules pendant 1952 est montée à 1.922 véhicules pour les huit premiers de 1953. Le chiffre d'affaires est monté de 12,3 milliards à 15 milliards. Qui comprendra les raisons pour la société Ford de diminuer les horaires de travail d'autant, la C.G.T. a orienté la combati-

Ford diminue volontairement sa production et ce n'est pas Laniel qui l'enquêtera.

Face au cynisme patronal, les ouvriers doivent conserver leur liberté d'action vers le but final : Plus d'exploiteurs, l'usine est à tous. Pas de compromis avec le patronat. Le patronat ne cède que sous la menace. La grève reste l'arme la plus efficace, la plus sûre contre tous les exploitateurs.

Travaillers de chez Ford, l'heure est à l'action.

René GERARD.

Ford diminue volontairement sa production et ce n'est pas Laniel qui l'enquêtera.

Face au cynisme patronal, les ouvriers doivent conserver leur liberté d'action vers le but final : Plus d'exploiteurs, l'usine est à tous. Pas de compromis avec le patronat. Le patronat ne cède que sous la menace. La grève reste l'arme la plus efficace, la plus sûre contre tous les exploitateurs.

Travaillers de chez Ford, l'heure est à l'action.

René GERARD.

Ford diminue volontairement sa production et ce n'est pas Laniel qui l'enquêtera.

Face au cynisme patronal, les ouvriers doivent conserver leur liberté d'action vers le but final : Plus d'exploiteurs, l'usine est à tous. Pas de compromis avec le patronat. Le patronat ne cède que sous la menace. La grève reste l'arme la plus efficace, la plus sûre contre tous les exploitateurs.

Travaillers de chez Ford, l'heure est à l'action.

René GERARD.

Dans la presse ouvrière

D'UN REFORMISME...

Le Peuple du 1^{er} octobre publie le rapport présenté par Alain Le Léap au dernier Congrès National Confédéral de la C.G.T.

Analysons dans son rapport la signification des grèves du mois d'août, Le Léap y découvera une élévation politique de la classe ouvrière :

La grève a pris pour objectif le changement de l'orientation politique du pays. Elle a, par là-même, permis de comprendre quels étaient les changements considérables intervenus depuis quelques mois, quelle avait été l'évolution des esprits, quel était le degré d'élévation du niveau politique de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il faut y voir le résultat de notre campagne d'explications depuis plusieurs années.

En étant la question de la défense de la paix à la lutte revendicative, en soulignant les incidences de la course aux armements, du gonflement des dépenses militaires sur les budgets ouvriers, nous avons amené les ouvriers à prendre conscience des causes de leurs difficultés.

Le Léap avoue donc que toute la propagande cégétiste fut axée vers un changement de l'orientation politique du pays. Ignorant volontairement le caractère révolutionnaire des grèves d'août, la C.G.T. a orienté la combati-

vité ouvrière vers des buts purement réformistes. Elle a mystifiés les travailleurs en sacrifiant le sens profond de leurs revendications à un changement de gouvernement.

Parlant des dirigeants F.O. qui donnent l'ordre de reprise du travail le 21 août, Le Léap déclare également :

Ils savaient que la seule façon d'empêcher la victoire ouvrière était d'empêcher la convocation de l'Assemblée nationale.

C'est sans doute pour cette raison qu'à partir de ce jour la C.G.T. prend enfin la direction du mouvement, lui donne comme principal objectif cette convocation de l'Assemblée nationale. C'était diriger volontairement la grève vers une impasse, car il était flagrant que les députés ne tenaient va et viennent de la révolution.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement, elle possède une influence sur la classe ouvrière.

Ce que ne dit pas Le Léap c'est que l'Assemblée ne s'est pas réunie (comme il était à prévoir) le décurageant de l'Assemblée nationale.

Il reconnaît donc que si la C.G.T. a poursuivi l'action pendant quelques jours est uniquement pour prouver que, seulement,